

Perspectives économiques 2018¹

Service d'analyse économique de l'IRES

La croissance de l'économie belge devrait être un peu plus soutenue en 2018 qu'elle ne l'a été en 2017. Alors que les exportations devraient être dynamiques grâce au renforcement de l'économie mondiale, la demande intérieure serait quant à elle soutenue par la bonne tenue du marché du travail et l'orientation favorable de la confiance des ménages et des entreprises. En hausse de 1,7 % en 2017, l'activité économique belge progresserait de 1,9 % en 2018.

L'économie mondiale retrouve de la vigueur

Le commerce international et l'activité économique mondiale ont continué à être dynamiques durant la seconde partie de 2017. Ainsi, en octobre, les importations mondiales de marchandises étaient en hausse de 5,0 % par rapport à leur niveau un an plus tôt tandis que la production industrielle mondiale affichait une progression de 3,6 % par rapport à son niveau un an plus tôt. Cette dynamique soutenue rend compte d'un redressement économique qui est généralisé à l'échelle mondiale. Ainsi, en octobre, la progression sur un an des importations de marchandises était de 4,3 % pour les pays avancés et de 5,9 % pour les pays émergents et en développement. S'agissant de la production industrielle, elle était en hausse sur un an de 3,7 % dans les pays les plus avancés et de 3,6 % dans les pays émergents et en développement. Plus généralement, les données récentes des comptes nationaux indiquent une amélioration significative des performances économiques dans de nombreux pays avancés, dont les Etats-Unis et la zone euro, et dans plusieurs grands pays émergents.

Les perspectives à court terme de l'économie mondiale contenues dans les indicateurs précurseurs demeurent très positives. En particulier, l'indicateur composite des directeurs d'achats pour la production mondiale est depuis plusieurs mois nettement au-dessus du seuil d'expansion, indiquant que la croissance des échanges commerciaux et de l'activité économique devrait rester soutenue à l'échelle mondiale au cours des prochains mois. Par ailleurs, l'indicateur IFO du climat économique mondial était, en octobre, nettement au-dessus de sa moyenne de longue période tandis que l'indicateur composite avancé OCDE pour l'ensemble de la zone OCDE est en hausse régulière depuis mi-2016.

En 2018, la croissance de l'économie mondiale et du commerce international

¹ Le contenu de cet article résume l'étude de conjoncture publiée par le Service d'analyse économique de l'IRES dans le numéro de janvier 2018 de *Analyses économiques et prévisions*. Des renseignements sur cette étude peuvent être obtenus sur <https://uclouvain.be/fr/node/9209>.

ENCADRÉ 1

Résumé des prévisions pour la Belgique

- L'économie belge devrait croître de **1,9 %** en 2018.
- L'emploi augmenterait, en termes nets, de **59.000** unités en 2018.
- Le nombre de demandeurs d'emploi diminuerait d'environ **23.000** unités en 2018.
- L'inflation générale des prix à la consommation baisserait à **1,6 %** en 2018.
- Le déficit budgétaire des administrations publiques se stabiliserait à **1,4 %** du PIB en 2018

... *L'économie mondiale retrouve de la vigueur*

devrait tirer une grande partie de son élan de l'embellie économique dont profite un grand nombre de pays parmi les plus avancés. Aux Etats-Unis, après un début d'année inquiétant, la croissance économique est redevenue très soutenue à partir du 2^e trimestre et il y a tout lieu de penser qu'elle le restera en 2018. Les créations d'emplois continuent en effet à être très nombreuses, le taux de chômage est au plus bas, la confiance des ménages est au plus haut, tandis que les chefs d'entreprise sont toujours très optimistes par rapport à l'évolution future de leur activité. La politique monétaire devrait certes se durcir et être moins accommodante que par le passé mais, en contrepartie, l'activité économique devrait être soutenue par les mesures de réduction fiscale adoptées en décembre. Dans ce contexte, la croissance américaine serait plus soutenue en 2018 qu'elle ne l'a été en 2017. Estimée à 2,3 % en 2017, elle se hisserait à 2,8 % en 2018 (tableau 1). Au Japon, l'activité économique progresse depuis plusieurs trimestres à un rythme supérieur à son niveau potentiel. Du fait des fortes tensions qui existent sur le marché du travail et d'une réduction du soutien budgétaire, la croissance économique ralentirait en 2018, tout en demeurant positive (tableau 1). En zone euro, le redressement économique est à présent bien établi, ce dont témoignent plusieurs trimestres consécutifs marqués par un rythme de croissance élevé². Cette dynamique solide devrait persister en 2018. De même qu'aux Etats-Unis, elle devrait reposer en grande partie sur la demande intérieure grâce à l'amélioration très nette de la situation du marché du travail et aux anticipations très positives dont font état les ménages et les entreprises. Le raffermissement généralisé de l'économie mondiale devrait également contribuer à l'expansion économique en zone euro en 2018. En outre, la politique monétaire de la BCE resterait accommodante sur la période de prévision. Les politiques budgétaires resteraient restrictives en 2018, mais de manière moins stricte que par le passé. En 2017, la croissance du PIB en zone euro devrait atteindre 2,4 %, ce qui constituerait son rythme le plus élevé depuis la *Grande Récession*. Elle resterait soutenue en 2018, à 2,2 % (tableau 1).

La conjoncture économique des pays émergents et en voie de développement apparaît également plus favorable qu'il y a un an. Une raison à cela est la reprise économique des pays les plus avancés et le raffermissement du commerce international qui a suivi. Le redressement conjoncturel des pays émergents tient également en partie à l'impact positif de la remontée des prix du pétrole et des matières premières sur la situation économique des pays qui sont des exportateurs nets de produits de base. Cette évolution positive concerne tout particulièrement la Russie et le Brésil, deux des plus grands producteurs mondiaux de produits de base, qui sont sortis de récession courant 2017 et dont l'activité devrait continuer à se renforcer en 2018. En Chine, la croissance du PIB fut de 6,8 % en glissement

² Selon notre modèle de prévision immédiate pour la zone euro, la croissance économique en zone euro est restée soutenue au dernier trimestre 2017. Notre modèle indique en effet que l'activité économique en zone euro aurait progressé de 0,6 % entre le 3^e trimestre et le 4^e trimestre 2017.

Tableau 1.
 Perspectives internationales
 (pourcentage de variation par
 rapport à l'année précédente, sauf
 indications contraires)

Sources : Macrobond, Belgostat

Prévisions : IRES

	2013	2014	2015	2016	2017 ^P	2018 ^P
Produit intérieur brut						
Etats-Unis	1,7	2,6	2,9	1,5	2,3	2,8
Japon	2,0	0,3	1,4	0,9	1,8	1,2
Zone euro	-0,2	1,4	2,0	1,8	2,4	2,2
Prix à la consommation						
Etats-Unis	1,5	1,6	0,1	1,3	2,1	2,2
Japon	0,3	2,8	0,8	-0,1	0,5	0,7
Zone euro	1,4	0,4	0,0	0,2	1,5	1,2
Commerce mondial	2,9	3,8	3,7	2,8	4,1	4,3
Prix du pétrole¹ (\$ par baril)	109,0	99,0	52,0	43,7	54,0	65,0
Taux directeurs des banques centrales (fin de période)						
Etats-Unis ²	0,00	0,00	0,25	0,75	1,50	2,25
Zone euro ³	0,25	0,05	0,05	0,00	0,00	0,00
Taux d'intérêt à court terme⁴ (fin de période)						
Etats-Unis	0,20	0,20	0,60	1,00	1,70	2,20
Zone euro	0,20	0,00	-0,20	-0,40	-0,40	-0,20
Taux d'intérêt à long terme⁵ (fin de période)						
Etats-Unis	2,90	2,20	2,20	2,50	2,40	3,10
Allemagne	1,80	0,60	0,60	0,20	0,40	0,90
Taux de change Euro/US \$ (fin de période)	1,37	1,23	1,09	1,05	1,19	1,18

¹ Brent de Mer du Nord

² Taux d'intérêt sur les fonds fédéraux

³ Taux repo de la Banque centrale européenne

⁴ Euro-marché à 3 mois pour Etats-Unis, Euribor pour zone euro

⁵ Rendements des bonds d'Etat sur le marché secondaire (Etats-Unis : emprunts d'Etat à 10 ans; Allemagne : emprunts du secteur public de 7 à 15 ans)

... L'économie mondiale retrouve de la vigueur

annuel au 3^e trimestre 2017. L'activité économique continue donc de progresser à un rythme régulier, qui devrait cependant quelque peu faiblir en 2018 en raison de politiques économiques moins expansionnistes. En Inde, en raison des perturbations causées par la démonétisation et l'harmonisation des taux de TVA au niveau national, la croissance économique s'est tassée mi-2017. Elle s'est raffermie durant la seconde partie d'année, et elle devrait rester robuste en 2018 grâce à une reprise des investissements et aux bénéfices attendus de plusieurs réformes structurelles importantes. En 2018, le commerce international continuerait à soutenir la croissance économique de l'ensemble des pays émergents.

Les prix du pétrole se sont quelque peu tendus durant le dernier trimestre 2017 pour terminer l'année à 66\$³. Malgré ces tensions récentes, les prix du pétrole ne

³ Prix du baril de Brent.

... L'économie mondiale retrouve de la vigueur

devraient pas se relever davantage à l'avenir (tableau 1). Il apparaît en effet d'une part que les facteurs qui sont à l'origine de ces tensions sont en partie de nature temporaire. D'autre part, plus fondamentalement, l'offre de pétrole demeure très abondante malgré l'accord de limitation de la production conclu entre l'OPEP et la Russie. Le relèvement des prix a en effet encouragé la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis, qui a atteint un niveau record en décembre dernier. Bien que la demande mondiale de pétrole soit également en hausse suite au renforcement de l'activité économique mondiale, l'Agence internationale de l'énergie considère néanmoins que l'offre de pétrole continuera à être excédentaire durant une bonne partie de 2018. Nous nous attendons ainsi à ce que le prix du pétrole oscille autour de 65\$ le baril en 2018.

En 2016, les échanges commerciaux internationaux ont progressé de 2,8 %, ce rythme étant un des plus faibles des dix dernières années (tableau 1). En 2017, leur croissance devrait atteindre 4,1 %. Elle se renforcerait encore légèrement en 2018 à 4,3 %.

En Belgique, l'emploi continue de profiter de l'embellie conjoncturelle

Au 3^e trimestre 2017, la croissance économique belge a continué de faiblir. A un trimestre d'écart, elle s'élève en effet à 0,3 % alors qu'elle atteignait 0,7 % et 0,5 % aux 1^{er} et 2^e trimestres. Par rapport au même trimestre de 2016, la croissance du PIB au 3^e trimestre 2017 est 1,7 %.

Le ralentissement de l'activité économique au 3^e trimestre a touché l'ensemble des secteurs à l'exception de celui de la construction. L'activité industrielle s'est ainsi contractée pour le 5^e trimestre consécutif (- 0,5 % par rapport au trimestre précédent) tandis que la croissance du secteur des services fut moins forte que lors des trimestres précédents (0,6 % par rapport au trimestre précédent).

Dans le sillage d'une progression moins soutenue de la consommation des ménages, la croissance de la demande intérieure hors stocks a faibli au 3^e trimestre, où elle s'élève à seulement 0,3 % (par rapport au trimestre précédent). Les ménages ont également continué à diminuer leurs dépenses d'investissements. En revanche, l'investissement des entreprises a continué de croître à un rythme soutenu. Au 3^e trimestre, le volume des exportations belges de biens et services s'est contracté par rapport au trimestre précédent. Il en fut de même pour les importations de biens et services de sorte que, en termes nets, la contribution du commerce extérieur à la croissance trimestrielle du PIB fut légèrement positive au 3^e trimestre 2017 (+ 0,1 point de pourcentage). L'impact des variations de stocks sur la croissance fut en revanche légèrement négatif (- 0,1 point de pourcentage).

En dépit du ralentissement de la croissance, les créations d'emplois sont demeurées très dynamiques au 3^e trimestre 2017. Elles s'élèvent ainsi à 14.300 unités, portant le total d'emplois créés en termes nets sur les 9 premiers mois de 2017 à 54.200 unités. De ce fait, le nombre de demandeurs d'emplois a continué de refluer. Cette baisse touche les demandeurs d'emplois de toutes les catégories d'âge et de durée en chômage. En octobre, le taux de chômage harmonisé Eurostat s'élevait à 7,0 % de la population active, contre 7,3 % un an plus tôt.

Au dernier trimestre 2017, l'inflation générale des prix à la consommation a légèrement accéléré par rapport au 3^e trimestre. La progression des prix sur un an a atteint 2,0 % en octobre et 2,1 % en novembre et décembre. Cette accélération est due principalement à une augmentation des prix des produits pétroliers, de l'électricité et du gaz. Ainsi, l'inflation sous-jacente (excluant les prix des produits énergétiques et des produits alimentaires frais) demeure inférieure à celle de l'inflation générale, son niveau en décembre étant de 1,7 %. Pour ce qui concerne l'indice santé, sa progression sur un an était de 2,0 % en décembre.

ENCADRÉ 2

Prévision en temps réel de la croissance du PIB belge

Nous présentons ici un modèle de prévision en temps réel de l'activité économique, qui a pour objectif de fournir rapidement une estimation à très court terme de la croissance du PIB belge. Ce modèle repose sur une approche factorielle, laquelle permet de résumer l'information contenue dans de nombreuses séries statistiques en un petit nombre de composantes principales. Les séries macroéconomiques retenues (environ une soixantaine) comprennent notamment les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, les indices de production industrielle, les indices des prix à la production et les indicateurs d'emploi et de chômage. Le modèle final prend la forme suivante :

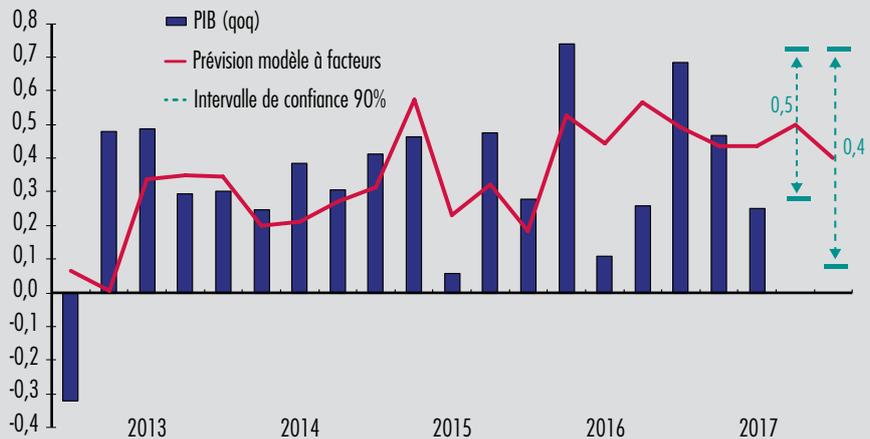
$$y_t = c + \alpha y_{t-1} + \beta f_t + \varepsilon_t$$

(y = croissance trimestrielle du PIB, f = vecteur des composantes, c = constante, ε = erreur de prévision).

Pour le 4^e trimestre 2017, le modèle prédit une croissance trimestrielle du PIB de + 0,5 % avec un intervalle de confiance entre + 0,3 % et + 0,7 %. Pour le 1^{er} trimestre 2018, la croissance prévue est de 0,4 %, avec un intervalle de confiance entre + 0,1 % et + 0,7 %.

Graphique A. Prévision de croissance pour le 4^e trimestre 2017 et le 1^{er} trimestre 2018 (qoq, en %)

Source : IRES, Service d'analyse économique



Note : L'intervalle de confiance est calculé selon la méthode retenue par la BCE (New procedure for constructing Eurosystem and ECB staff projection ranges, 2009). Ici, on multiplie l'erreur absolue moyenne (corrigée pour les valeurs extrêmes) entre la prévision et la croissance effective au cours des sept dernières années (environ 0,13 point de pourcentage pour le trimestre en cours et 0,19 point de pourcentage pour le trimestre suivant) par 1,65 pour obtenir un intervalle de confiance à 90 %.

Nouveau renforcement de la croissance en 2018

Bien que le rythme de croissance de l'économie belge ait constamment ralenti durant l'année écoulée, les perspectives économiques pour 2018 apparaissent globalement positives. Ainsi, après avoir été en baisse durant une large partie de l'année écoulée, la confiance des entreprises s'est très fortement améliorée au dernier trimestre. La conjoncture économique s'est notamment fortement redressée dans l'industrie manufacturière, portée très probablement par le raffermissement de la croissance économique mondiale et, plus particulièrement, par le retour d'une dynamique de croissance solide et durable en zone euro. Comme expliqué auparavant, l'environnement économique international devrait rester bien orienté en 2018, ce qui aurait un effet bénéfique sur la dynamique des exportations et des investissements. Par ailleurs, alors que la confiance des ménages a atteint un niveau élevé fin 2017 en raison de l'embellie du marché du travail, les dépenses des ménages devraient également soutenir la croissance de l'économie belge en 2018.

... Nouveau renforcement de la croissance en 2018

Les résultats de nos modèles de prévision immédiate confirment ces perspectives (Encadré 2). En effet, selon ceux-ci, le PIB belge en volume aurait progressé de 0,5 % entre le troisième et le quatrième trimestre 2017, et il aurait progressé quasiment au même rythme au premier trimestre 2018. Pour l'ensemble de l'année 2017, la croissance économique belge s'établirait ainsi à 1,7 %. Elle se renforcerait en 2018 où elle atteindrait 1,9 % en moyenne.

Après avoir progressé de 1,6 % en 2017, le pouvoir d'achat des ménages devrait augmenter plus fortement en 2018 (2,0 % ; tableau 2). Cette hausse plus soutenue s'expliquerait par une inflation plus faible qu'en 2017 (1,6 % contre 2,1 % en 2017 ; tableau 2) mais aussi par la réforme des tranches d'imposition prévue dans le cadre du revirement fiscal («*tax shift*»). Bien qu'un nouveau dépassement de l'indice pivot ne devrait pas avoir lieu en 2018, la progression des salaires et traitements serait soutenue par le rétablissement du marché du travail. En outre, le niveau très élevé de la confiance des ménages permet d'anticiper une stabilisation du taux d'épargne après que celui-ci ait légèrement augmenté en 2017. La consommation privée augmenterait ainsi de 1,8 % en moyenne en 2018, soit un rythme de croissance bien supérieur à celui de 2017 (1,2 %).

La progression du pouvoir d'achat et le niveau élevé de la confiance des ménages devraient également soutenir les dépenses d'investissement en logement. Malgré un durcissement probable des conditions de crédit sur le marché hypothécaire, la contraction de l'investissement en 2017 (- 0,5 % en moyenne) ne devrait pas se poursuivre en 2018. La croissance des dépenses d'investissement des ménages devrait ainsi redevenir positive et s'élever à 1,4 % en moyenne en 2018.

Le durcissement des conditions de crédit ne devrait pas concerner les entreprises qui, en outre, disposent d'importantes capacités de financement interne. Les tensions sur les capacités de production dans l'industrie ont également continué d'augmenter en 2017. Ces tensions pourraient devenir encore plus fortes en 2018 si,

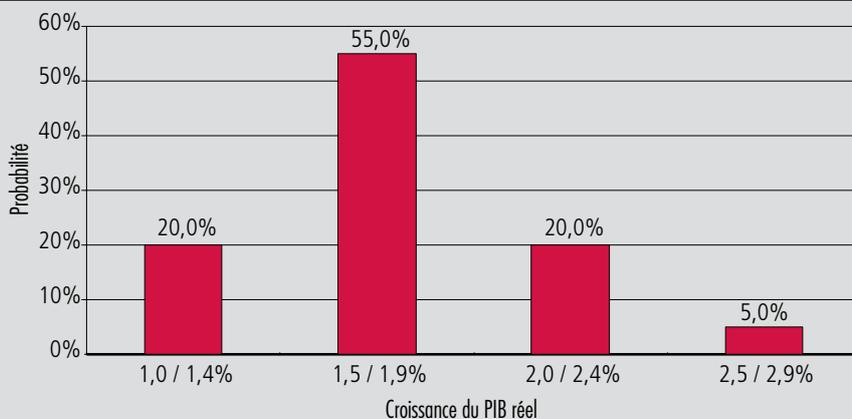
ENCADRÉ 3

La prévision... au-delà du chiffre de croissance du PIB

Comme c'est le cas pour beaucoup d'études conjoncturelles, le chiffre de croissance du PIB est sans aucun doute l'élément central autour duquel s'articule notre projection. Même s'il est particulièrement commode de pouvoir résumer nos perspectives économiques en un seul chiffre, une telle pratique a néanmoins pour défaut de ne pas rendre compte de manière chiffrée de l'incertitude qui entoure n'importe quelle prévision. En présentant notre prévision sous la forme de probabilités attribuées à différents intervalles de croissance du PIB, le graphique ci-dessous vise à combler cette lacune d'une manière simple*.

Graphique A. Prévisions 2018

Source : IRES, Service d'analyse économique



* Les intervalles correspondent à ceux qui sont définis par la BCE dans son enquête sur la zone euro auprès des prévisionnistes professionnels.

... Nouveau renforcement de la croissance en 2018

comme les entreprises l'indiquent dans les dernières enquêtes de conjoncture, la demande continue à se raffermir au cours des prochains mois alors que leur carnet de commandes est déjà bien étoffé. La croissance de l'investissement des entreprises serait ainsi nettement plus soutenue en 2018 (+ 5,2 %) qu'en 2017 (+ 1,3 %).

Selon les résultats des dernières enquêtes de conjoncture, le volume de commandes étrangères des entreprises industrielles belges a sensiblement augmenté au dernier trimestre 2017. Sous l'effet du renforcement de la croissance de l'économie mondiale et du commerce international évoqué ci-dessus, il devrait rester important en 2018. Compte tenu de l'implication importante des entreprises belges dans le commerce intra-branches européen, la demande pour les exportations belges serait surtout soutenue par le rebond conjoncturel observé dans les pays voisins. En raison du raffermissement de la demande intérieure, la croissance des importations serait plus soutenue que celle des exportations en 2018 (tableau 2). Alors que nous prévoyons une croissance des exportations de 4,6 % en 2018 (comme en 2017), celle des importations s'élèverait à 4,9 % (contre 4,4 % en 2017). Il en résulte que la contribution des exportations nettes à la croissance serait légèrement négative en 2018 (- 0,2 point) après avoir été positive en 2017 (0,3 point).

Etant donné le niveau élevé des intentions d'embauches renseignées par les entreprises dans les dernières enquêtes de conjoncture, le dynamisme de l'activité économique devrait continuer à avoir des retombées positives sur la situation du marché du travail en 2018. L'intensité en emplois de la croissance serait cependant moins forte en 2018 qu'elle ne l'a été au cours des deux dernières années. En raison des tensions grandissantes sur les capacités de production, nous anticipons en effet une croissance plus forte de la productivité du travail en 2018 ainsi qu'un relèvement de la durée moyenne du temps du travail. Au total, 59.100 nouveaux emplois nets seraient créés endéans 2018, contre 70.300 en 2017⁴.

Le recul du chômage se poursuivrait en 2018. Sous l'hypothèse d'une croissance de la population active de 0,7 %, le nombre de demandeurs d'emplois inoccupés diminuerait de 23.115 unités endéans 2018, après avoir déjà baissé de 29.896 unités endéans 2017⁵. Le taux de chômage harmonisé Eurostat s'établirait à 6,7 % fin 2018.

Risques

Les risques associés aux prévisions pour 2018 sont équilibrés (Encadré 3). Du côté négatif, la croissance économique mondiale pourrait être fragilisée par un durcissement plus rapide que prévu de la politique monétaire américaine. Il pourrait en effet en découler un durcissement plus généralisé des conditions financières internationales. En cas de brusque inversion des flux de capitaux internationaux, des turbulences financières pourraient également survenir dans les pays émergents. Ces craintes concernent en particulier les pays qui accusent un déficit extérieur courant important et/ou qui ont accumulé un lourd endettement extérieur, surtout si celui-ci est en monnaie étrangère. Le renforcement de l'économie mondiale en 2018 pourrait également être contrarié par une remontée soudaine des prix du pétrole. Du côté positif, étant donné la bonne tenue de la confiance et d'autres déterminants importants de la demande intérieure dans de nombreux pays avancés, en particulier les Etats-Unis et la zone euro, la croissance économique de ces pays en 2018 pourrait être plus soutenue que prévu. De surcroît, aux Etats-Unis, l'impact économique expansif des réductions d'impôts adoptées en fin d'année pourrait être plus important que celui retenu dans nos perspectives.

⁴ Les chiffres dans le texte indiquent le nombre d'emplois nets créés en cours d'année, c'est-à-dire entre le début et la fin de l'année. En moyenne annuelle, la hausse de l'emploi serait de 62.800 unités en 2018, contre 69.700 unités en 2017 (tableau 2)..

⁵ En moyenne annuelle, le chômage diminuerait de 26.800 unités en 2017 et de 26.300 unités en 2018 (tableau 2).

Tableau 2.
Prévisions de l'économie belge
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente,
sauf indications contraires)

Sources : ICN, Belgostat, INS
Calculs et prévisions : IRES

	2013	2014	2015	2016	2017 ^P	2018 ^P
PIB	0,2	1,4	1,4	1,5	1,7	1,9
Consommation privée	0,7	0,6	0,9	1,7	1,2	1,8
Consommation publique	0,3	0,7	0,5	0,5	0,7	0,5
Investissement	-3,0	7,0	3,4	4,5	2,9	4,2
Entreprises	-0,2	6,4	3,5	4,9	1,3	5,2
Ménages	-3,9	5,7	1,0	2,6	-0,5	1,4
Administrations	-4,3	3,6	1,1	-3,1	3,8	4,2
Demande intérieure (hors variation des stocks)	0,1	1,8	1,2	1,8	1,1	2,1
Variations des stocks ¹	-0,3	0,2	0,2	0,2	0,4	0,0
Demande intérieure totale	-0,2	2,0	1,4	2,1	1,5	2,1
Exportations de biens et services	0,9	5,2	3,3	7,5	4,6	4,6
Importations de biens et services	0,3	6,2	3,3	8,4	4,4	4,9
Exportations nettes ¹	0,4	-0,7	0,0	-0,6	0,3	-0,2
Prix à la consommation	1,1	0,3	0,6	2,0	2,1	1,6
Indice "santé"	1,2	0,4	1,1	2,1	1,8	1,4
Revenu disponible réel des ménages	-0,4	0,3	0,4	0,9	1,6	2,0
Taux d'épargne des ménages ²	12,6	12,4	12,1	11,3	11,6	11,7
Emploi intérieur	-0,3	0,4	0,9	1,3	1,5	1,3
Demandeurs d'emploi inoccupés	4,3	2,3	-3,2	-4,4	-4,9	-5,0
Taux de chômage ³	8,5	8,6	8,5	7,9	7,3	6,8
Solde net de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-3,1	-3,1	-2,5	-2,5	-1,2	-1,4

¹ Contribution à la croissance du PIB

² En pourcentage du revenu disponible

³ Nombre total de chômeurs, en pourcentage de la population active; concept Eurostat

Cette étude a été réalisée sous la direction de Vincent Bodart, avec la collaboration de Gautier Attanasi, François Courtoy, Charlotte de Montpellier, Sébastien Fontenay et Alexandre Ounnas. A l'exception de Gautier Attanasi, tous les auteurs sont chercheurs à l'IRES. Gautier Attanasi est chercheur au CORE.

Directeur de la publication :
Vincent Bodart

Rédactrice en chef :
Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,
Vincent Bodart, Muriel Dejemeppe, Frédéric
Docquier, Jean Hindriks, Marthe Nyssens,
William Parienté, Mikael Petitjean

Secrétariat & logistique : Anne Davister

Graphiste : Dominos

Regards Économiques IRES-UCL

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve

www.regards-economiques.be

regard-ires@uclouvain.be

tél. 010/47 34 26

ISSN 2033-3013